

12 and 13 December in Berlin

Roger MARTELLI

Director of *Regards*,

PCF, France

La situation française

Au printemps de 2002, la gauche française a obtenu des scores exceptionnellement bas: avec un peu plus de 27% des suffrages exprimés à la présidentielle, elle est à peine au-dessus de son résultat de 1969; aux élections législatives, elle enregistre l'un de ses scores les plus bas de toute la Cinquième République, à peine mieux que son niveau désastreux de 1993. En 1997, elle gagne par surprise les élections provoquées par la dissolution décidée par Jacques Chirac ; en 2002, ses cinq années de gestion gouvernementale lui valent un échec cinglant. La reconstruction est désormais à l'ordre du jour.

Première partie : Les données structurelles

I. Les grands cycles électoraux

(Voir Annexe)

L'évolution électorale globale peut se résumer schématiquement de la façon suivante :

1. Après une phase de recul dans les années 60 et 70, l'abstention a progressé de façon spectaculaire, quelle que soit l'élection de référence. Si l'on y ajoute les non-inscrits sur les listes électorales, on se trouve dans une situation comparable à celle des États-Unis. L'abstention touche aujourd'hui toutes les catégories sociales et tous les territoires.

2. La gauche n'a été majoritaire qu'entre 1978 et 1981. Mais la droite est pénalisée par la poussée d'un électorat d'extrême droite qui ne se reporte pas totalement lors des seconds tours. En 1997, la gauche plurielle est donc majoritaire à l'Assemblée tout en étant minoritaire dans le corps électoral. On notera toutefois que le résultat des législatives de 2002 est le plus mauvais de toute la Cinquième République, après celui de 1993.

3. Ce sont les évolutions internes de la gauche qui sont les plus décisives :

- Après trois décennies d'hégémonie sur la gauche française, le PCF s'est effondré. Il n'a jamais retrouvé son sommet de novembre 1946 (28,6%) ; il avait repris sa progression électorale dans les années 1960, mais cette progression est interrompue à la fin de la décennie. En 1981, il est définitivement supplanté par son rival socialiste : son déclin prend alors l'allure d'un mouvement irréversible, par paliers successifs, qui le conduit en 2002 au résultat le plus bas (3,4% à la présidentielle ; 4,8% aux législatives) de toute son histoire électorale. Son électorat est rétracté et géographiquement déséquilibré (le PC est marginalisé dans une soixantaine de départements) ; il est vieillissant (près des trois quarts de l'électorat de Robert Hue auraient plus de 45 ans) ; il n'assure plus la représentation politique massive des catégories les plus populaires, et notamment ouvrières.

- Depuis 1981, le socialisme domine la gauche. Dans les années 1970, le Parti socialiste refondé au Congrès d'Epinay (qui voit l'arrivée à la tête du parti d'une personnalité extérieure, François Mitterrand) se rapproche des « nouveaux mouvements sociaux » (féminisme, régionalisme, écologie politique, autogestion). Il s'appuie sur la dynamique d'union de la gauche – cultivée par le PCF depuis le début des années 1960 – pour asseoir son image et apparaître comme une formation politique à la fois bien à gauche (l'anticapitalisme est l'orientation officielle du parti) et réaliste. Son électorat s'élargit et change de nature : il s'étend au-delà de ses bases classiques (le Nord-Pas-de-Calais et le Midi de la France), se féminise (électorat majoritairement féminin en 1988) et s'élargit fortement vers les classes moyennes. Au début des années 1980, le PS avait supplanté le PC dans le monde ouvrier ; mais depuis 1982, du fait de la politique de « rigueur » choisi par les gouvernements socialistes successifs, le vote ouvrier s'est érodé de façon continue. À partir de 1995, les socialistes compensent largement ces pertes en se consolidant chez les employés et les cadres moyens et supérieurs. Les élections de 2002 ont montré la fragilité de cette reconquête.

- Les Verts constituent la force la plus récente (le parti est né en janvier 1984). Sur la durée, ils se caractérisent par leurs hésitations. Hésitation, tout d'abord, sur la nature même de l'organisation : les Verts français restent partagés entre les tenants d'une formation politique efficace (le « Parti écologiste »), capable

de s'insérer dans le jeu politique, et les partisans d'une structure échappant à la centralisation partisane classique (le « Confédération écologiste »). Hésitation, d'autre part, sur l'ambition politique des Verts : les écologistes français sont passés de la tentation de l'identité séparée (Antoine Waechter, 1989-1993) à l'insertion dans le champ de la gauche, au lendemain des législatives ratées de 1993 (Dominique Voynet, 1993-2002). Formation aux effectifs peu nombreux (moins de 10 000 adhérents), les Verts ont élargi peu à peu leur base électorale. Au départ implantés surtout dans les classes moyennes et aisées, ils ont vu leur influence se nationaliser (malgré d'importantes variations selon les élections concernées) et s'étendre vers les différentes couches du salariat. Pourtant, le vote écologiste reste très aléatoire : au début des années 1990, les Verts semblent en mesure de prendre la relève d'une social-démocratie épuisée par ses années de pouvoir mitterrandien (14% aux régionales de 1992) ; mais ils échouent aux législatives de 1993 (3,6%) et à la présidentielle de 1995 (3,3%) ; ils percent à nouveau aux européennes de 1999 (9,7%) mais ne concrétisent pas leur percée aux législatives de 2002 (4,5% contre 4,2 en 1997).

- L'extrême gauche est longtemps restée marginalisée dans un champ politique accaparé par le PCF à la « gauche de la gauche ». Surtout installée dans la jeunesse estudiantine, elle s'est toujours caractérisée par son émiettement (les trotskismes, les maoïsmes, les anarchismes) et sa très faible implantation électorale. Le déclin du PCF a libéré en partie cet espace, tout au moins pour les deux principales familles du trotskisme français : Lutte ouvrière (LO), plutôt portée vers le monde du travail, via quelques relais syndicaux (CGT et surtout FO), a bénéficié de la participation d'Arlette Laguiller à toutes les élections présidentielles depuis 1974 (5% en 1995) ; la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a privilégié son insertion dans le « mouvement social » à partir de la fin des années 1980. Dans les années 1990, l'extrême gauche réussit ainsi à capter à son profit la radicalisation du mouvement qui suit la longue dépression des années « néolibérales ». Elle engrange ainsi des succès électoraux, aux régionales de 1998 (22 élus entrent dans les conseils régionaux), aux européennes de 1999 (5,2% pour la liste LO-LCR) et surtout à l'élection présidentielle de 1995 (près de 10,5% pour les trois candidats trotskistes, dont deux devançant nettement le PCF).

II. Données générales

A. Données sociales

1. La poussée de la gauche, dans les années 30-40, puis dans les années 60-70, s'était appuyée sur la percée du groupe ouvrier (28,3% des actifs en 1906, 31,3% en 1936, 37,2% en 1975) et la montée continue du salariat à statut (grilles de qualification, conventions collectives). Les années 1970 ont semblé être celles de la « moyennisation » de la société (les cadres passent de 8% en 1954 à 20% en 1982) qui sous-tend l'expansion du Parti socialiste. La crise économique et sociale interrompt ce mouvement de « moyennisation » (percée du chômage et de la précarité, essor de la pauvreté) tout en accélérant le reflux du monde ouvrier. Contrairement aux idées reçues, les ouvriers ne disparaissent pas : ils sont encore près de 7 millions et le total ouvriers et employés reste autour des 60% de la population active depuis près de quarante ans. Mais la part du travail précaire a augmenté et le déclin de l'industrie a fait éclater l'unité objective du groupe et le sentiment de classe qui avaient dominé l'histoire sociale du 20^e siècle.

2. Communisme et socialisme français avaient prospéré sur la base de l'État keynésien (d'une certaine façon, c'est le communisme français qui assure la représentation populaire attribuée à la social-démocratie dans l'aire anglo-saxonne et scandinave). L'année 1968 marque l'apogée de cette progression continue des statuts salariaux, de la protection sociale et de la redistribution keynésienne : c'est le PS qui profite de cette ultime phase du mouvement amorcé dans les années trente. Depuis, la crise de l'État-providence affecte à la fois le socialisme – d'autant plus fortement que les socialistes exercent le pouvoir, dans les années 1980, alors même que l'Europe est dominée par les solutions néolibérales – et le communisme qui n'est jamais parvenu à adapter son identification aux données nouvelles du salariat.

B. Données idéologico-politiques

1. Après la radicalisation des années 1960-1970, les années 1980 voient le reflux des grands thèmes idéologiques qui avaient porté la gauche : percée du repli sur soi, promotion généralisée de l'entreprise privée et régression de l'esprit public accompagnent la vague néolibérale et l'effondrement du soviétisme. Le ralliement du socialisme mitterrandien à une part de l'idéologie libérale (le mythe de l'esprit d'entreprise et du « gagnant ») avive cette évolution qui déstabilise les cultures de gauche. En même temps, l'obscurcissement de l'horizon social permet l'éclosion, puis l'expansion des formes régressives de politisation : l'extrême droite, qui n'était jamais parvenue à s'installer dans le paysage politique, entame son ascension à partir de 1983 (le Front national réalise 11,4% aux européennes de 1984, 13,8% aux régionales de 1988, 15% à la présidentielle de 1995).

2. La crise et la poussée du néolibéralisme s'accompagnent du reflux concomitant du mouvement ouvrier traditionnel. Après le « pic » de 1968 et les « nouveaux mouvements sociaux » du début des années 1970, la France connaît le recul général des indicateurs de combativité salariale (baisse du niveau gréviste) et la crise de l'organisation syndicale. À la différence de l'Europe du Nord, elle n'avait jamais connu l'expansion des grandes centrales travaillistes ou social-démocrates. Mais la percée relative de la Libération est annihilée dans les années 1980, avec la fonte des effectifs syndicaux et notamment ceux de la Confédération générale du travail

(CGT : 600 000 adhérents et 300 000 retraités contre 6 millions revendiqués à la Libération) : aujourd'hui, la France est nettement en queue de tous les pays européens avec un taux de syndicalisation inférieur à 10% (la France est même derrière la Turquie et les États-Unis parmi les pays de l'OCDE).

3. Idéologiquement, la première moitié des années 1990 marque une nette inflexion de tendance : alors que les thèmes favoris de la gauche (nationalisations, service public, intérêt collectif...) reculaient dans la décennie précédente, ce sont les valeurs du libéralisme (privatisation, capitalisme, libre concurrence...) qui fléchissent dans les sondages d'opinion. En même temps, on assiste à une remontée de la combativité sociale, d'abord autour des mouvements de « sans-droits » (sans-travail, sans-logis, sans-papiers...). En 1995, la relance atteint son point culminant, avec le grand mouvement de novembre-décembre qui voit la France paralysée par la grève générale des cheminots et parcourue par de gigantesques manifestations à Paris et dans les grandes villes de province. À partir de cette date, on parle de plus en plus du « mouvement social », pour désigner cette nébuleuse d'actions et d'organisations, qui voit se côtoyer les acteurs classiques du mouvement ouvrier (les syndicats) et les associations plus récentes.

4. Cette montée du « mouvement social » fragilise la droite revenue au pouvoir en 1993-1995. Elle permet à la gauche de gagner les élections législatives de 1997, au moins par défaut (la gauche l'emporte tout en restant minoritaire en voix, grâce à l'obstruction à droite du Front national qui se présente au second tour, dans de nombreuses circonscriptions électorales, contre les candidats de la droite classique). La gauche politique n'a donc pas surmonté sa faiblesse antérieure ; par ailleurs, elle a conservé ses équilibres antérieurs. Le PCF, en effet, ne bénéficie qu'à la marge de la nouvelle poussée sociale : il interrompt son recul en 1995 (Robert Hue obtient 8,6% soit deux points de plus qu'en 1988) et en 1997 (près de 10% contre un peu plus de 9% en 1993), mais il laisse le PS récupérer une part non négligeable du terrain perdu auparavant (23,8% contre 17,6% en 1993). Quant à l'extrême gauche, elle occupe largement le terrain médiatique (la presse parle volontiers des réseaux de la « gauche radicale ») mais ne traduit pas ses gains sur le terrain des institutions nationales, où elle reste minorée.

Seconde partie : quel avenir pour la gauche ?

I. L'état des forces

A. Le parti socialiste

En 1993, quand la déroute du Parti socialiste marque spectaculairement la fin du cycle mitterrandien, l'heure est à la recomposition globale. Dans un premier temps, Michel Rocard profite de la faiblesse de ses concurrents (notamment celle de Laurent Fabius) pour prendre en main le parti et entreprendre sa « modernisation », dans l'esprit qu'il avait imposé dans les années 1970-1980, quand il apparaissait comme le principal rival de Mitterrand. L'affaiblissement du PCF paraissant donner du crédit à l'idée d'un socialisme recomposant la gauche autour de lui, Rocard lance l'idée, tout à la fois, d'une rénovation doctrinale du socialisme et d'une recomposition générale de la gauche au travers des « Assises de la transformation sociale ». En fait, la tentative échoue très vite, avec la déconvenue personnelle de l'ancien Premier ministre aux européennes de 1994 (sa liste n'obtient que 14% des suffrages).

Après une phase d'hésitations, c'est Lionel Jospin (il remplaça Mitterrand à la tête du parti entre 1981 et 1988) qui, de façon inattendue, reprend en main le parti sur une base critique – le « droit à l'inventaire » de la période mitterrandienne – plus à gauche que ne le souhaitaient les héritiers de la « seconde gauche » incarnée par Michel Rocard. La présidentielle de 1995 installe Jospin (47,4% au second tour) aux postes de commande du parti et lui permet de gagner par surprise les législatives de 1997, sur la base tout à la fois d'un ancrage réformiste maintenu et d'une stratégie d'alliance claire avec le reste de la gauche. Au lendemain des législatives, Lionel Jospin se retrouve donc à la tête d'un gouvernement de la « gauche plurielle », avec les communistes et les Verts. Il a réussi son pari de regrouper le parti, en dépassant la logique des anciens courants (seuls les courants de gauche se maintiennent, à un niveau d'un quart environ du parti, malgré le départ de Jean-Pierre Chevènement, sur une base « républicaine » en 1993).

Dans un premier temps, le gouvernement Jospin s'engage dans une ligne réformatrice assez classique (autour notamment de la question des 35 heures), en profitant d'une conjoncture économique favorable qui atténue la contrainte des équilibres budgétaires imposés par le traité de Maastricht. Mais la fragilité de la conjoncture et l'absence de politique cohérente de relance par la consommation, de même que la timidité réformatrice dans quelques domaines cruciaux (notamment la politique fiscale), enferment la gestion socialiste dans une prudence qui, alors même que les socialistes récusent officiellement la « troisième voie » de Tony Blair, s'écarte bien peu de celle de son homologue d'Outre-Manche.

Les résultats médiocres des municipales de 2001 constituent ainsi un coup de semonce que le gouvernement ne veut pas entendre, malgré l'insistance des communistes et des Verts qui suggèrent une inflexion nette de l'orientation générale. La pression du mouvement social, sur la question salariale comme sur les problèmes de la Sécurité sociale ou sur la régularisation des sans-papiers, ne fait qu'accroître la distance entre la gestion socialiste et l'opinion de gauche. La proximité des échéances électorales de 2002 limite le poids de la critique interne au PS, mais n'éteint pas les débats stratégiques qui prennent, comme d'ordinaire, la forme d'un

positionnement de leaders : tandis que la Gauche socialiste et les amis d'Henri Emmanuelli continuent de tenir un discours de gauche classique, Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn construisent un discours qui se rapproche plus fortement de la tonalité « social-libérale » européenne.

B. Le Parti communiste

Le PCF ne sort pas de la longue crise que l'échec de l'union de la gauche avait amorcée en 1978 et que le mauvais score des européennes de 1984 avait relancée. Le délabrement du système soviétique, malgré l'ultime tentative réformatrice de Mikhaïl Gorbatchev, ne fait qu'aviver l'ensemble. Après les dissidences des « rénovateurs » en 1984 (Pierre Juquin), puis des « reconSTRUCTEURS » en 1987 (Claude Poperen, Marcel Rigout), c'est au tour des « refonDATEURS » de s'engager dans la contestation des choix opérés par le secrétaire général, Georges Marchais (1970-1994). Si, à la différence de leurs prédécesseurs, les « refonDATEURS » parviennent à se maintenir dans le parti, rien n'entame la cohésion d'un groupe majoritaire qui perçoit dans la demande de rénovation – comme d'ailleurs dans la tentative gorbatchévienne – un ferment de liquidation communiste.

Il faut attendre 1994 et le remplacement de G. Marchais par le responsable des élus communistes, Robert Hue, pour que s'amorce un essai d'aggiornamento. Sous le vocable de la « mutation » le nouveau numéro un du parti engage en effet une évolution spectaculaire, qui le rapproche en partie du discours des critiques « refonDATEURS ». Sa prestation réussie à la présidentielle et le demi-succès des législatives de 1997 (le PCF frôle les 10% des voix et entre au gouvernement) confortent sa position dans l'organisation. Mais la « mutation » se heurte à de nombreuses réticences dans le parti. Par ailleurs, sa relative confusion idéologique et stratégique, puis les contraintes d'une gestion gouvernementale dominée plus que jamais par le Parti socialiste, contribuent à rendre peu lisible le message de la nouvelle équipe dirigeante. Malgré le revers des européennes de 1999 (6,8%), Robert Hue s'efforce de relancer la dynamique de mise en jour, en faisant adopter par le congrès de Martigues, au printemps 2000, le principe de fonder un « nouveau parti communiste ».

Pourtant, la décision reste pour l'essentiel sur le papier, faute d'avoir trouvé, dans le parti et dans ses franges extérieures, les ressorts d'une construction commune. Assoupies un temps au congrès, les dissensions internes reprennent en 2001, avivés par les doutes sur les bienfaits de la stratégie de « gauche plurielle ». Par ailleurs, le PCF poursuit la désagrégation de son espace militant : alors que le PCF annonçait officiellement 700 000 adhérents en 1979, il n'en comptait plus que 180 000 en 2000 et, selon toute vraisemblance, moins de 150 000 à la veille des élections de 2002. La baisse des effectifs militants s'accompagne d'un tassement généralisé de tous les indicateurs militants : réduction du nombre des cellules (13 000 en 2000 contre 28 000 en 1978), baisse de la presse (*L'Humanité* diffusée à moins de 40 000 exemplaires contre 120 000 en 1982).

Un parti vieilli, qui n'a plus les repères idéologiques de l'époque du « marxisme-léninisme » ; un parti où les catégories populaires actives sont moins représentées que par le passé : c'est bien l'identification même du PCF qui est en question en ce début de millénaire.

C. Les Verts

L'arrivée à la tête des Verts de Dominique Voynet, en 1993, marque l'entrée du parti écologiste dans une nouvelle phase de son histoire. À la veille des législatives de 1993, les écologistes apparaissent comme une formation en expansion, à la limite comme une relève possible du socialisme : son allure innovante, sa fibre « mouvementiste », sa bonne image chez les jeunes et les salariés ne sont pas sans évoquer la dynamique du « nouveau Parti socialiste » dans la première moitié des années 1970. Mais le maintien de la ligne « fondamentaliste » imposée par Antoine Waechter (« ni droite ni gauche ») ne permet pas aux Verts de concrétiser leur progression aux législatives de 1993. Cet insuccès libère la voie de ceux qui, à l'instar de Dominique Voynet, travaillent depuis plusieurs années au rapprochement de l'écologie et de la gauche la plus radicale.

D. Voynet bénéficie donc au départ d'un relatif consensus entre les militants écologistes présents sur le terrain des « mouvements sociaux » et la « gauche » du mouvement (qu'incarne notamment l'économiste Alain Lipietz). Mais ce consensus s'opère sur la base d'une mise au second plan des débats fondamentaux qui traversent la gauche : entre la tradition écologiste alternative (incarnée longtemps par les Grünen) et la fibre « libérale-libertaire », l'équilibre n'est pas si facile à trouver et la participation gouvernementale des Verts – Dominique Voynet elle-même devient ministre de l'Environnement – complique encore le problème.

Quelle place doivent occuper les Verts ? Se placer sur le terrain d'une certaine radicalité sociale, comme le veut la gauche du parti et les militants les plus investis dans les associations ? Ou, au contraire, se placer en partenaire privilégié du Parti socialiste, pour occuper la place jusqu'alors tenue par le PC et, éventuellement, pour occuper ultérieurement la première place ? Le conflit larvé est pour une part occulté en 1999, avec la candidature médiatique de Dany Cohn-Bendit, qui tente de pousser la voie d'une écologie franchement « libérale-libertaire », combinant l'acceptation du marché dans le cadre européen, et la tonalité critique des mouvements « post-soixante-huitards ». Mais, malgré son succès électoral relatif (9,7%), « Dany » ne parvient pas à s'imposer dans l'organisation française. Après des péripéties internes mouvementées – comme les Verts en offrent souvent l'image – c'est Noël Mamère qui est désigné pour porter les couleurs des Verts à la présidentielle. Le député de la Gironde présente un triple avantage : il est une personnalité médiatique ; il s'est

positionné à plusieurs reprises en critique déterminé des choix gouvernementaux (notamment en matière de sécurité) ; il est en même temps l'ami de Cohn-Bendit, qu'il a soutenu lors des européennes.

C'est sur cet équilibre instable que les Verts ont atteint les échéances du printemps 2002. Les résultats sont en demi-teinte : Mamère a réussi à franchir la barre des 5%, faisant des écologistes la seconde composante de la majorité plurielle ; mais, tout en faisant un peu mieux qu'au législatives de 1997, les Verts ont moins de députés à l'Assemblée nationale.

D. L'extrême gauche

Les formations trotskistes allaient-elles poursuivre en 2002 le grignotage électoral réussi dans les années précédentes ? Au lendemain des élections régionales de 1998, la LCR considère que l'existence de la gauche plurielle rend impossible toute ouverture du côté du PCF ou des Verts. La formation d'Alain Krivine décide donc de se rapprocher de Lutte ouvrière, malgré les vieilles rivalités et l'écart réel des cultures : la radicalité intransigeante de LO ne cadre guère avec un militantisme plus intellectuel et plus ouvert, qui caractérise la LCR sur la longue durée.

Le refus commun de la politique gouvernementale favorise l'alliance des deux formations concurrentes. Elle se réalise à l'occasion des européennes, où la liste LO-LCR franchit la barre des 5%, ce qui, pour la première fois, permet à des formations d'extrême gauche de franchir les portes du Parlement européen. Mais le mariage est de courte durée : parce que les différences culturelles – et notamment l'écart de comportement à l'égard du mouvement social – finissent par l'emporter, et parce que la proximité de la présidentielle avive les appétits de LO qui préfère tirer seule bénéfice de la popularité d'Arlette Laguiller.

Les deux formations vont donc à la bataille en ordre dispersé. Dans un premier temps, la désunion toute fraîche semble profiter à Lutte ouvrière qui, dans les sondages, franchit même parfois la barre des 10%. Mais l'étroitesse et la répétition du discours de la candidate finissent par laisser une part de son public potentiel. Au contraire, en faisant le choix d'un jeune militant inconnu, le postier Olivier Besancenot, la LCR sait combiner la radicalité d'un discours fortement tourné contre la gauche plurielle et une certaine modernité de style qui attire une part non négligeable de la jeunesse et du salariat. Au total, le bon résultat de la LCR relance curieusement les débats internes à l'organisation. Car tout le monde, dans la LCR, n'a pas apprécié le rapprochement avec la très sectaire organisation d'Arlette Laguiller : dans les années 1980, la LCR avait fait le choix de l'enracinement dans le mouvement social et l'alliance avec LO semble pour beaucoup rompre avec cette ouverture. Que le poulain d'Alain Krivine ait fait presque jeu égal avec la médiatique « Arlette » confirme les militants dans l'idée que le sectarisme de LO est un handicap, et que la LCR peut très bien se nourrir elle-même de la radicalisation du conflit social.

Mais les législatives qui suivent de peu la présidentielle rappellent aussi que, si les formations trotskistes sont parvenues à un score historique, très loin devant le PC, elles ne disposent pas encore de l'ancrage territorial qui peut asseoir leur influence politique. Le succès de la présidentielle et la déconvenue des législatives ne pouvaient donc que relancer le débat stratégique à l'intérieur du trotskisme français.

II. Les débats stratégiques à l'intérieur de la gauche

Années 60 : alors que les institutions de la Ve République réactivent le clivage gauche-droite, le PCF impose patiemment son mot d'ordre d'union de la gauche. Années 70 : cette union se réalise, mais au détriment des communistes et au profit de François Mitterrand. Les années 80 et 90 sont donc celle de l'hégémonie jamais remise en cause d'un Parti socialiste qui a su assimiler à son avantage la rupture symbolique de 1968. La déroute de la gauche aux législatives de 1993 paraissait sonner la fin du cycle socialiste ; la surprise de 1997 lui accorde un répit, en conduisant au pouvoir la « gauche plurielle » voulue par Lionel Jospin.

À l'issue des scrutins de 2002, la donne politique à gauche a changé. Le Parti socialiste a subi un camouflet terrible à la présidentielle ; mais les législatives ont montré que, pour l'instant, il restait la force dominante de la gauche. Les Verts ont confirmé leur installation dans le paysage politique français, mais sans parvenir à occuper la place qui revenait naguère au PCF. L'extrême gauche a réussi à perturber le jeu de la gauche institutionnelle, mais elle reste pénalisée par un ancrage territorial que les régionales de 1998 et les municipales de 2001 n'ont pas vraiment changé pour elle. Quant au PCF, il a été laminé, mais conserve une base locale non négligeable et l'atout d'un groupe parlementaire qui le positionnera utilement dans les débats à venir. Au total, la gauche devra bien trouver de nouveaux ressorts.

A. Le Parti socialiste

1. Le Parti socialiste n'est pas encore à l'heure des recompositions ; mais le moment ne saurait tarder. Officiellement, la majorité du parti a récusé l'option « social-libérale » des travaillistes britanniques. La « troisième voie » préconisée par Tony Blair s'inscrit dans la recherche d'un substitut à l'État-providence qui avait fondé la dynamique social-démocrate de l'après-guerre. Or les réflexions théoriques de l'allemand Ulrich Beck et du britannique Anthony Giddens n'ont pas jusqu'à ce jour convaincu un socialisme français qui doit compter, historiquement, avec la vivacité persistante d'un courant politique radical qui reste très marginalisé dans le monde anglo-saxon. Lionel Jospin a donc cultivé sa différence avec son homologue britannique. Mais si

le discours socialiste français s'est distingué de celui d'Outre-manche, la logique de la politique gouvernementale française, pour être plus « sociale », n'en est pas pour autant apparue bien différente de celle concoctée sur les bords de la Tamise. À l'échelle européenne, dans les rangs de la social-démocratie, Lionel Jospin est apparu comme un contrepoids au « blairisme ». Cela n'a pas été vraiment le cas en France, où la contestation du mouvement social a introduit de sérieux doutes sur la profondeur réformatrice et sociale de l'action gouvernementale. S'il faut désormais choisir entre social-libéralisme et social-démocratie, sur quoi fonder le choix ?

2. Le parti dominant de feu la « gauche plurielle » est au cœur de la tourmente. Qu'est-il donc arrivé aux socialistes ? Ont-ils mal gouverné ? Oui et non, répond Henri Emmanuelli : à partir de 2000, le gouvernement a renoncé aux réformes et est entré « dans une phase gestionnaire à dominante sociale-libérale » (*Libération*, 12 septembre). Argument fallacieux, répondent dix jours plus tard Alain Bergounioux et Henri Weber (*Libération*, 23 septembre) : les réformes se sont conduites d'un bout à l'autre de la législature. En revanche, ajoutent-ils, les socialistes ne sont pas parvenus à incarner « l'utopie réaliste sans laquelle les citoyens se replient sur eux-mêmes ». Que faire, donc ? L'éventail des réponses socialistes est large. En théorie, personne ne veut de l'exemple anglais : Laurent Fabius refuse d'être présenté comme le clone français de Tony Blair et Dominique Strauss-Kahn jure ses grands dieux qu'il n'est pas social-libéral. Mais le fabiusien Henri Weber dialogue publiquement avec Jean-Marie Bockel qui ne cache pas son admiration pour le leader travailliste anglais.

3. Au lendemain d'élections qui ont montré avec tant de force le désamour du peuple de gauche, il ne fait pas bon s'affirmer trop à « droite » au sein du Parti socialiste. Jusqu'à présent, les courants les plus marqués à gauche ont plutôt eu le vent en poupe. Henri Emmanuelli – qui fut candidat à la candidature, contre Lionel Jospin, en 1995 – a aussitôt relancé son appel à « déplacer le centre de gravité du PS » pour, ajoute-t-il, le « réancrer à gauche ». Il a été rejoint pour cela par une partie de la Gauche socialiste, autour de Jean-Luc Mélançon. Julien Dray ne les a pas suivis : il préfère se rapprocher d'anciens « jospinistes » comme Jean-Marie Peillon, ou du populaire Arnaud Montebourg, pour nourrir collectivement la demande d'un « Nouveau Parti socialiste »... Quant à Martine Aubry, elle s'est contentée d'énoncer, à la fin juin, avec une réelle force de conviction, que les socialistes doivent chercher à « opérer une alliance entre les exclus, les classes populaires et les classes moyennes », ce qui suppose de retrouver le sens collectif que « l'individualisation » libérale a mis à bas.

4. Quels contenus politiques et quelles alliances ?

– Globalement, les socialistes restent dans une logique interne au système économique dominant. Le questionnaire adressé aux militants au début septembre rappelle que l'objectif des socialistes est de « maîtriser le capitalisme » et Henri Emmanuelli lui-même, en récusant « le discours pseudo-révolutionnaire de rupture », admet l'idée que l'on peut se « rallier à l'économie de marché » – tout en ajoutant qu'il ne faut pas alors « s'y plier et y adhérer sans réticences ». Mais à l'intérieur de cette démarche commune – qui fonde en longue durée le pari social-démocrate – les modalités d'application varient pour le moins. Lecteurs des théoriciens du social-libéralisme, les fabusiens préfèrent une égalité des possibilités accordées à chaque individu, plutôt qu'une logique traditionnellement redistributive. Le flanc gauche, lui, semble plus ancré dans la recherche de politiques sociales de redistribution, appuyées sur un domaine public préservé.

– Tout cela avec quelles alliances ? L'axe majoritaire provisoire, incarné par François Hollande – qui se fit naguère le pèlerin d'une « gauche plurielle » soigneusement contrôlée par le parti dominant – garde bien sûr l'objectif d'un « rassemblement de la gauche ». Mais elle rechigne désormais à un projet de parti unique dont les socialistes ont vite mesuré l'irréalisme à la fin de l'été. Par quoi donc remplacer la « gauche plurielle » ? Réponse reportée à plus tard. Pour le moment, a expliqué François Hollande à l'université d'été de son parti, « je vous suggère de ne nous occuper que de nous-mêmes ».

– Ce sont plutôt les tenants de la « droite » du PS qui continuent de plaider pour un « grand parti de la gauche ». Le 2 octobre, dans un article du journal *Le Monde*, Dominique Strauss-Kahn – le premier ministre de l'Économie et des Finances de Lionel Jospin – expliquait qu'il fallait choisir entre « réforme » et « radicalité » et qu'il fallait choisir la voie du « parti de la gauche » contre le « pôle de radicalité ». Il exprimait ainsi ses craintes devant la perspective d'une alliance entre les communistes, l'extrême gauche, les Verts et une partie du « mouvement social ».

B. Les Verts

1. Dès le lendemain de la présidentielle, les Verts se montrent très actifs pour occuper à leur profit l'espace d'une certaine radicalité politique. Selon Noël Mamère, le recul du PS et du PC ouvre la voie aux Verts qui, explique-t-il dans *Le Monde* (26 avril), « ont la plus grande légitimité à jouer un rôle de charnière entre la gauche politique et la gauche sociale, entre la gauche de témoignage et celle de responsabilité ». Le candidat des écologistes a occupé une posture nettement « radicale » pendant toute la campagne électorale et il entend faire de sa formation politique, à partir de là, le pivot d'une recomposition de « ceux chez lesquels souffle l'esprit de Seattle et de Millau ». Les Verts récusent tout ce qui pourrait s'apparenter à un « pôle de radicalité » et lui préfèrent un espace de débat ou de « Forum », à l'intérieur d'un arc « qui peut aller d'Attac à Act-Up ». En fait, ils espèrent, en occupant le terrain désigné par leur récent candidat, s'imposer comme étant la seule formation charnière de la gauche et, ce faisant, comme l'interlocuteur par excellence d'un Parti socialiste qui, dit encore Noël Mamère, devra bien « procéder à un *aggiornamento* ».

2. Il est vrai que les écologistes sont dans une curieuse situation. Somme toute, ils pourraient être satisfaits de leurs scores électoraux, les meilleurs qu'ils aient enregistrés sur ces types de consultation. Mais la minceur de leur représentation parlementaire dit la faiblesse persistante d'une organisation qui doit encore son implantation institutionnelle... au bon vouloir de ses partenaires éventuels. Et, peu ou prou, la formation écologiste a le sentiment amer que la vedette qui lui revenait lui a été indûment ravie, d'abord par les espoirs du « national-républicanisme » de Jean-Pierre Chevènement, puis par la percée de l'extrême gauche trotskiste. Une fois de plus, alors que l'espace semble s'ouvrir, les Verts s'engagent dans ces querelles internes dont ils ont le secret. Pas toujours faciles à décrypter, au demeurant...

3. Dans l'ensemble, la tonalité écologiste est massivement critique à l'égard de l'expérience gouvernementale. Sans doute est-ce la raison principale du retrait volontaire de Dominique Voynet, dont la gestion politique globale n'a pas toujours été appréciée dans les dernières années. L'ex-ministre de l'environnement a eu beau plaider pour une appréciation mesurée des cinq années de gouvernement – « la plus à gauche en Europe », a-t-elle expliqué lors de l'université d'été des Verts, le 27 août dernier – elle n'a guère été suivie par une salle plus encline à refuser les choix sociaux-libéraux du gouvernement précédent. Quelle orientation retenir ? Dans la dernière décennie, les écologistes ont beaucoup hésité, au gré des dissensions et des regroupements internes. Inflexion à gauche au début des années 90 (mise à l'écart d'Antoine Waechter), recherche de rapprochements avec la « gauche critique », tentative « libérale-libertaire » en 1994 avec Daniel Cohn-Bendit, puis insertion dans la « gauche plurielle » en 1997... Tout y est passé, laissant l'organisation écologiste dans l'expectative. Que faire désormais ?

– Dominique Voynet aurait peut-être eu l'ambition de jouer le rôle d'un Joscha Fischer en Allemagne : elle n'en a pas eu les moyens, pour une large part parce que la rigueur hégémonique du PS jospinien ne le lui a pas permis. À l'automne, elle a affirmé ouvertement sa préférence pour l'option de constitution à terme d'un grand parti de la gauche intégrant la sensibilité écologiste, ce que refusent à la fois la gauche des Verts et les partisans de Noël Mamère.

– La sensibilité qu'incarne Noël Mamère souhaite s'ancrer nettement à gauche, pourfendant les choix sécuritaires de la droite comme du PS, défendant le secteur public et fustigeant à tour de bras la mondialisation, ainsi que la logique social-libérale qu'il impute sans hésiter au Parti socialiste. Noël Mamère plaide pour un engagement des Verts contre la mondialisation et le libéralisme. Avec qui ? Les écologistes évoquent volontiers le mouvement social et ils portent unanimement les feux contre l'hégémonisme du Parti socialiste. Mais quelle attitude observer à l'égard des autres composantes de la gauche ? Là, le discours se fait plus flou. En fait, la tendance est grande de faire de l'expansion des Verts en elle-même la condition d'une recomposition de la gauche. « Soyez fiers d'être des Verts », a dit en substance Noël Mamère à la récente université d'été, « allez dans les associations, mais exprimez-vous en tant que militants écologistes... » On peut supposer que le succès de leurs homologues d'Outre-Rhin va pousser un peu plus les Verts dans cette voie. Il reste que, hors tout dispositif d'alliances, la situation des Verts reste et restera fragile.

– Quant à la gauche des Verts, elle poursuit une dynamique alternative qui s'apparente toujours à la tradition des Grünen des années 1980. Minorée au moment de la présidentielle, cette gauche semble avoir profité de la conjoncture post-électorale. À la fin novembre, Alain Lipietz, un temps candidat officiel à la présidentielle, a fait une percée dans l'organisation où il pourrait désormais jouer un rôle de tout premier plan.

C. Le Parti communiste français

1. Le Parti communiste est à la recherche d'une formule de substitution à la « gauche plurielle » et à l'hégémonie du PS. Pendant sa campagne électorale, Robert Hue avait critiqué la configuration précédente de la gauche et suggéré qu'il fallait trouver autre chose, sans développer la proposition alternative. Dès le lendemain du premier tour, consciente qu'il fallait « prendre l'initiative à gauche », Marie-George Buffet a lancé l'idée d'une « sorte de forum permanent visant le développement d'une dynamique de toutes les forces qui se réclament de la transformation sociale aux plans politique, syndical, associatif et citoyen ». À la veille du second tour, elle réitérait sa proposition dans *Le Monde* (4 mai), en critiquant toute démarche « d'un rassemblement conçu comme une simple addition de voix ou de forces politiques ». « Nous avons besoin, ajoute-t-elle, qu'une nouvelle dynamique de rassemblement s'organise autour d'un contenu politique fort. »

2. Le PCF ne doit-il pas préciser encore sa stratégie et ne doit-il pas, à tout le moins, débattre de façon claire des perspectives possibles ? Ceux qui se désignaient eux-mêmes sous l'appellation de « refondateurs » continuent de le prôner. Depuis des années, ils suggèrent une réorganisation profonde de la gauche, sur la base d'un « rééquilibrage » qui romprait l'hégémonie socialiste en renforçant sa composante la plus à gauche. Cette démarche de regroupement – qu'ils ont exprimée par la formule de « pôle de radicalité » ou de « pôle d'alternative » – ne vise ni à la constitution d'une formation politique unique de la radicalité, ni au simple cartel d'organisations à la gauche du PS. Nourrie de l'expérience de décembre 1995, la proposition que développa plus d'une fois l'hebdomadaire refondateur, *Futurs*, cherche plutôt à rassembler les forces les plus nourries par un désir de « radicalité », de façon à ce qu'elles dessinent les contours d'un véritable projet alternatif au libéralisme et traduisent, sur le plan électoral, l'allant d'une dynamique politique plus subversive. Plus qu'un simple espace de débat, qui laisserait ensuite aux seuls partis le soin d'exprimer politiquement la radicalité ; mais moins qu'une formation politique homogène...

3. À la différence de ce qui s'était passé dans les années 80, le PC est allé jusqu'au bout de son expérience de participation gouvernementale, « haussant le ton », comme il l'a dit lui-même parfois, mais maintenant sa représentation au gouvernement et jouant, *grosso modo*, le jeu de la majorité parlementaire. Manifestement, il paie les conséquences de ce choix politique. Comment rebondir ? Le 26 juin dernier, devant la Conférence nationale réunie à Gennevilliers, Marie-George Buffet a repris les interrogations qu'elle avait lancées à la clôture du congrès de l'année dernière. La dispersion des forces « qui sont en attente d'autre chose » n'est-elle pas une source de stérilité, a-t-elle énoncé, ajoutant dans la foulée : « Ne faut-il pas faire de cette exigence – la capacité de ces forces de transformation sociale à peser suffisamment – une question stratégique ? »

Mais la manière d'y parvenir suscite encore bien des débats dans une organisation qui semble à peu près unanimement désireuse de rompre avec une subordination de fait aux choix majoritaires imposés par le PS. Une partie des militants communistes et des directions est attirée par la recherche d'alliances à la gauche du PS. Personne – y compris ceux qui invoquent la constitution d'un « pôle de radicalité » – ne paraît certes attaché à la formation de cartels étriqués d'organisations d'extrême gauche. Mais les communistes hésitent sur la méthode des convergences politiques. Faut-il rechercher à rassembler directement les millions d'individus qui ont exprimé un désir d'alternative ou se sont abstenus, en faisant abstraction des formations existantes ? La démarche suppose que le PC ait une capacité à rassembler qui paraît – de fait – hors de portée à d'autres, militants ou responsables. Ceux-là plaident donc tout à la fois pour de nouveaux rapports avec le peuple déçu, des relations différentes avec les associations, et la recherche de convergences, y compris électorales, avec l'ensemble du champ de la radicalité. Mais pour cela, il faudrait encore surmonter les préventions qui portent toujours nombre de militants à rejeter, avec la même virulence, social-démocratie et « gauchisme »...

D. L'extrême gauche

1. L'extrême gauche sera-t-elle capable de faire fructifier politiquement son succès de la présidentielle ? La position intransigeante d'Arlette Laguiller à propos du second tour (elle a refusé violemment de se désister en faveur de Jacques Chirac) a montré aussitôt que le succès électoral n'avait en rien modifié la perspective stratégique de la très sectaire Union Communiste Internationaliste. Au soir du 21 avril, les amis d'Arlette Laguiller se contentaient d'affirmer que « ce qui va compter pour l'avenir, c'est la capacité de ces différentes composantes de l'extrême gauche, au-delà de leurs scores électoraux, de représenter un poids croissant dans le monde du travail et dans ses luttes futures ». La LCR, elle, se sent stimulée par le résultat inattendu d'Olivier Besancenot pour redire sa conviction que « la question d'une nouvelle force anticapitaliste, d'un nouveau parti des travailleurs et de la jeunesse est posée avec acuité ». Alors que l'organisation d'Alain Krivine avait développé dans les années 80-90 une ligne plus « mouvementiste », ouverte sur les formes nouvelles de mobilisation (Ras l'front, les « sans », etc.), elle a renoncé après les régionales de 1998 à la perspective d'une formation politique englobant le champ de la radicalité, pour revenir à une ligne, plus classiquement « bolcheviste », visant à utiliser le réseau associatif pour renforcer les rangs de l'avant-garde politique. Quels vont être les effets à plus long terme de la présidentielle ? Pour l'instant, la LCR hésite, échaudée il est vrai par les attaques virulentes de LO qui l'accuse de s'être reniée en appelant à voter « contre Le Pen » le 5 mai.

2. Au lendemain de législatives plutôt décevantes, l'extrême gauche est retournée à ses divisions. Il est vrai que ses 10% du 21 avril appellent à la redéfinition de ses perspectives stratégiques.

– La question des alliances ne trouble certes guère les amis d'Arlette Laguiller, qui préfèrent une fois de plus cultiver la solitude des « révolutionnaires » face à tous les autres et qui ne peuvent résister à la tentation de fustiger les « petits-bourgeois » de la Ligue.

– La LCR, en revanche, est plus embarrassée. Les militants de cette organisation, en effet, savent que leur influence politique reste limitée. Séduits un temps par le « matelas » électoral que constituait la sympathie générale pour « Arlette », ils sont aujourd'hui contraints de chercher d'autres rapprochements. Mais avec qui ? Pour l'instant, la LCR est quelque peu coincée par la condamnation globale qu'elle porte de la « gauche plurielle » et de la participation gouvernementale dans son ensemble. Des timides ouvertures sont faites, en disant que l'attitude des uns et des autres entre 1997 et 2002 ne peut pas être un obstacle à l'action commune. Mais l'évocation d'une alliance avec les composantes de la majorité parlementaire d'hier reste prohibée. La LCR s'en tient donc officiellement à une double affirmation : la demande d'une « mobilisation de toutes les forces démocratiques » (Cf. déclaration de la LCR le 20 août, contre les « projets liberticides ») et l'idée qu'il « faut créer une nouvelle force anticapitaliste en rupture avec le bilan négatif de la gauche plurielle » (Olivier Besancenot, le 10 juin 2002).

D. En dehors des partis

– Depuis 1995, la scène du « mouvement social » est occupée par les tentatives multiples de politisation autonome. Dès la fin de 1995, dans la foulée des grèves de novembre-décembre, une jonction s'opère entre des acteurs du mouvement – souvent des syndicalistes, minoritaires dans leurs organisations ou appartenant au jeune syndicat Sud, issu de la CFDT – et des intellectuels, soit de la mouvance d'extrême gauche, soit proches du sociologue Pierre Bourdieu. L'objectif assigné à cette rencontre – qui prend le nom « d'États généraux du mouvement social » – est de parvenir, à partir du mouvement lui-même, à une mise en cohérence politique qui ne passerait pas au départ par les partis. En fait, le mouvement ne parvint jamais à s'implanter. Mais les acteurs de 1995 prirent à cette occasion l'habitude de se rencontrer pour débattre de perspectives plus

vastes que les actions mêmes qui les avaient rassemblé au départ. Il naquit de cette expérience, sinon des résultats politiques tangibles, tout au moins des connivences pratiques qui débouchèrent par exemple sur la création de la Fondation Copernic (Jacques Kergoat, puis Yves Salesses) qui affirme vouloir jouer, à la gauche de la gauche, le rôle de « laboratoire de projets » que joue la Fondation Saint-Simon pour la droite et une partie de la gauche.

L'essai de politisation du « mouvement social » ne réussit pas, sans doute pour plusieurs raisons : le désintérêt conscient ou inconscient des formations politiques, qui continuent de revendiquer plus ou moins le monopole d'expression politique de la demande sociale ; le prolongement d'une certaine culture de filiation « syndicaliste révolutionnaire » ou « anarcho-syndicaliste » qui se méfie par principe d'organisations partisans trop calquées sur l'État ; les différences d'approche, à l'intérieur du mouvement, de ce que peut être la radicalité moderne. De ce fait, la jonction ne n'a pas pu se faire entre la dynamique sociale radicalisée de 1995 et les constructions proprement politiques. Cet écart se manifesta notamment lors des législatives de 1997 : les essais de concertation entre acteurs du mouvement social et acteurs politiques « spécialisés » ne parvinrent pas à leur terme.

- Au lendemain des échéances électorales de 2002, une multitude d'appels fleurirent, pour appeler, soit à une recomposition de toute la gauche, soit à l'émergence d'une dynamique politique à la gauche de la gauche. Ces appels, à l'initiative de minoritaires ou d'anciens membres des organisations de gauche (PC, Verts, Extrême gauche) n'ont pas pour l'instant modifié la donne organisationnelle. Mais le nombre des textes et des signataires et le relatif succès des rencontres communes laisse entrevoir tout à la fois le champ des politisations possibles, sur le terrain de la radicalité, et la difficile jonction de ces efforts militants et des organisations installées.

III. Réflexions générales

A. La fin d'un cycle

1. Dans l'ensemble, la gauche française, toutes tendances confondues, est placée devant une évolution qui entremêle plusieurs types de rupture historique :

- La fin du cycle « fordiste » du capitalisme. La « mondialisation » ou « globalisation » s'accompagne d'une libéralisation généralisée qui recompose les rapports salariaux, affaiblit d'un même mouvement les États-nations et l'État-providence, avive les inégalités planétaires, déstabilise l'équilibre instable né de la victoire contre le fascisme et de la guerre froide. L'entrée dans cette phase nouvelle perturbe à la fois les gestions dominantes et les formulations classiques de l'alternative : la redistribution social-démocrate classique, le « keynésianisme radical » de l'après-guerre (les variantes les plus à gauche de la social-démocratie et le projet communiste des années soixante), tout comme la prise du pouvoir d'État du modèle bolchevique ne sont plus adaptés aux réalités du capitalisme contemporain.

- La fin du cycle de l'industrie mécanicienne et du mouvement ouvrier. Les révolutions technologiques et l'entrée dans l'ère de « l'informationnel » ont déplacé les processus productifs, décomposé les collectifs de travail et altéré les bases classiques (le couplage de la grande industrie et de la ville) du mouvement ouvrier, tout au moins dans les pays capitalistes développés. Ce n'est pas que la figure ouvrière ait disparu, loin de là ; mais la fin de l'expansion du groupe ouvrier et la transformation profonde du tissu industriel ont mis fin au mythe – agissant et nécessaire – de la classe qui tendait à se confondre avec le peuple et dont la libération serait ainsi celle de la société tout entière. La montée de l'individu – qui ne se confond pas avec l'individualisme qui est la réponse proprement capitaliste à cette montée – et la prise de conscience que l'aliénation sociale ne se sépare pas mais ne se confond pas avec l'exploitation ont tout à la fois relativisé le combat collectif prolétarien classique et élargi les modalités de contestation du vieil ordre des dominations. En reculant, le « mouvement ouvrier » a pour une part laissé le champ libre au « mouvement social » - dont le mouvement « altermondialiste » est la forme la plus universelle à l'échelle planétaire. Encore faut-il que ce mouvement social acquière la texture politique – le projet global d'émancipation – qui fit la force propulsive du mouvement ouvrier des 19^e et 20^e siècles et qu'il n'a pas encore.

- La fin du cycle de la démocratie représentative. Elle s'impose aux 18^e et 19^e siècles ; elle connaît sa première crise sérieuse avec la « massification » accélérée par la Grande guerre ; elle se relance en 1945, en devenant plus « sociale ». La voilà désormais devant une crise structurelle sans précédent. Parce que la société d'après-guerre a été bouleversée (salarisation, urbanisation, féminisation, mondialisation, individualisation...) sans que l'espace institutionnel s'y adapte ; parce que les coupures traditionnelles de l'économie, du social et du culturel n'expriment plus la complexité des sociétés contemporaines ; parce que l'implication citoyenne – constitutive du lien démocratique – ne peut plus se cantonner dans les cadres territoriaux traditionnels et notamment celui de la nation. La démocratie actuelle souffre de ce qu'elle ne sait pas assez s'ouvrir au supranational, au monde du travail et, plus généralement, au champ du « sociétal ». Elle n'y parviendra pas dans le seul cadre de la représentation.

- La fin du cycle de « l'union de la gauche ». Il s'est ouvert au début des années 1960, quand le PCF en fait son cheval de bataille face à l'installation du régime gaulliste de la Ve République. Il triomphe en deux temps : en 1972 quand le PS mitterrandien décide de faire sienne cette démarche en signant avec le PCF et les radicaux

de gauche le Programme commun de gouvernement ; en 1981, quand François Mitterrand constitue un gouvernement comprenant des ministres communistes, pour la première fois depuis 1947. Entre-temps, le PS avait électoralement supplanté son rival et allié communiste. Le gouvernement de la « gauche plurielle » a été sans doute le dernier avatar de cette période historique.

Non pas que la gauche française n'ait plus à se poser les questions de son hégémonie politique et donc des majorités qui la rendent possible. Mais « l'union de la gauche » reposant sur l'alliance des partis institutionnels (et d'abord le PC et le PS) était cohérente avec un état de la société salariale, de la représentation populaire et de l'État-providence. La recherche d'une alliance privilégiée des partis institutionnels était cohérente avec l'hypothèse selon laquelle l'occupation des pouvoirs d'État permettait de poursuivre et d'améliorer la redistribution keynésienne. Pour le PS des années 70, il s'agissait de prolonger la tradition réformatrice du *Welfare State* ; pour le PCF, il s'agissait, par une politique hardie de réformes démocratiques (nationalisations et extension des pouvoirs de gestion des salariés) de préparer la population à des réformes plus structurelles de type socialiste-communiste. Cet équilibre est aujourd'hui invalidé à la fois par les transformations de la société dans le cadre de la mondialisation, par la crise des représentations politiques et les modalités contemporaines de l'émancipation.

B. Les bases d'une recomposition

La gauche est donc confrontée à des exigences de refondation, qui concernent à la fois l'ensemble du dispositif et l'évolution de chacune de ses composantes.

1. *La gauche doit repenser son rapport au peuple.* Elle était parvenue à le « représenter » quand elle était capable d'exprimer concrètement les attentes populaires (par son insertion « sociétale » militante) et de porter un projet de promotion du peuple, soit par le biais des politiques de redistribution social-démocrate, soit par le biais de ce mixte d'utopie soviétique et de réalisations concrètes (au travers de l'action municipale et des conquêtes syndicales) qui fit autrefois la force du communisme français. Pour retrouver le contact populaire perdu, la gauche doit donc retrouver son ancrage (mais dans les formes actuelles de la socialisation et des luttes populaires, pas dans la nostalgie du peuple d'hier) ; elle doit être d'autre part capable de formuler un projet de société qui assure aux catégories populaires la place que le *Welfare State* lui avait en partie concédée et que le néolibéralisme lui a radicalement contestée.

2. *La gauche, pour être populaire, doit retrouver sa fonction projective et alternative.* L'échec politique de la gauche renvoie à de multiples causes, objectives et subjectives. Le nœud historique de ses difficultés me semble se trouver avant tout dans le double échec du soviétisme et du social-démocratisme.

– La relance des projets contemporains de souche « marxiste » ravive donc le dualisme fondamental – c'est en tous cas vrai pour la France : la gauche se partage entre ceux qui, parce que le capitalisme est réputé indépassable, s'attachent à s'adapter à lui, pour en corriger les « excès » et ceux qui, parce que le capitalisme produit par essence de l'inégalité, considèrent que la transformation sociale dans le sens de la justice suppose que l'on « dépasse » ou « abolisse » ce capitalisme. Ce dualisme est proprement fondateur.

– Mais la relance ne passe pas par un simple « retour aux sources ». Ni l'adaptation social-démocrate, ni l'esprit « révolutionnaire » ne survivront par une répétition des solutions du siècle passé. La voie social-démocrate devra choisir entre des formes nouvelles mais réelles de redistribution et la version *soft* du « social-libéralisme ». La voie radicale ou alternative devra quant à elle trouver d'autres alternatives au libéralisme que le recours classique à la machine d'État, dont le soviétisme a montré cruellement les impasses. C'est ainsi que la tradition communiste devra revenir, sous des formes contemporaines, à la vieille idée – mais historiquement oubliée – que le combat pour l'émancipation suppose de marier le collectif et l'individuel, le refus du libéralisme et la critique de l'étatisme, ce qui distingue le parti pris révolutionnaire (ou radical) à la fois de la solution social-démocrate et du discours « républicain ». Elle devra d'autre part donner corps à l'idée qu'une logique de « dépassement » du capitalisme est capable d'éviter à la fois les enlisements de la voie social-démocrate et les impasses d'un soviétisme qui semble tenter encore l'extrême gauche politique.

3. *La gauche doit ainsi se reconstruire en articulant deux types de refondation.*

– L'établissement de nouveaux rapports entre mouvement social et constructions politiques. Le lien classique (subordination de type social-démocrate et communiste ; séparation de type « syndicaliste révolutionnaire ») ne correspond plus guère à une époque : qui entremêle l'économique, le social et le politique ; qui disqualifie le modèle classique de la représentation attribuant aux partis le monopole de l'expression politique ; qui articule de façon neuve la personne et le collectif (désormais l'opposition majeure, tendanciellement, n'est plus entre individu et collectif, mais entre l'individu atomisé et l'individu solidaire, celui des sociétés du capital et celui des sociétés du développement humain partagé). Il s'agit donc, dans la période à venir, de façonner de nouveaux types de relation entre acteurs différents du conflit social : syndicats, associations, partis doivent apprendre à élaborer ensemble des projets, tout en maintenant leurs différences fonctionnelles.

– L'établissement de nouvelles relations entre composantes des deux pôles (adaptation ou dépassement du capitalisme) et entre les deux pôles eux-mêmes. Ces nouvelles relations supposent de passer du modèle classique de la fusion organique (à chaque classe ou à chaque grand courant politique son parti) au modèle de la coopération en réseaux. Dans cette optique, la démarche de projets devrait l'emporter sur celle des

structures (ce qui n'exclut pas mais implique des regroupements politiques plus ou moins durables, notamment dans le jeu institutionnel).

Depuis le début des années 1930, la gauche a connu plusieurs cycles (une douzaine d'années par cycle) de « modération » (1947-1962 ; 1978-1993) et de « radicalisation » (1934-1947 ; 1962-1978). Après le reflux des années néolibérales, un nouveau cycle de radicalisation pourrait s'être ouvert autour de 1993. Ce cycle modifiera-t-il la donne à gauche et relancera-t-il le mouvement populaire ? Comment donner force politique, en France et sans doute en Europe, au mouvement « social » et « altermondialiste » ? Peut-on reconstruire, à partir de là, la dynamique transformatrice qui fut autrefois celle du mouvement ouvrier ? La radicalité dont le « mouvement » est porteur saura-t-elle s'imposer jusque sur le terrain des institutions, nationales et européennes ? On peut penser que ces questions domineront la période à venir, comme celle de l'union de la gauche occupa les trois décennies précédentes.

ANNEXE

1. L'abstention depuis 1958

(élections législatives - métropole - en %)

Élections	1er tour	2ème tour
23 et 30 novembre 1958	22,8	23,7
18 et 25 novembre 1962	31,3	28
5 et 12 mars 1967	18,9	20,2
23 et 30 juin 1968	20,0	22,2
4 e 11 mars 1973	18,7	18,2
12 et 19 mars 1978	16,8	15,1
14 et 21 juin 1981	29,1	25
16 mars 1986	21,5	
5 et 12 juin 1988	33,9	29,8
21 et 28 mars 1993	30,5	32,3
25 mai et 1er juin 1997	31,5	28,5
9 et 16 juin 2002	35,8	
Moyenne 1958-1978	21,4	21,2
Moyenne 1981-2002	30,4	28,9
Moyenne 1958-2002	25,9	24,3

2. La gauche aux élections législatives sous la Ve République

	1958	1962	1967	1968	1973	1978	1981	1986
PCF	18,89	21,87	22,51	20,02	21,41	20,61	16,13	9,7
PS	15,48	12,43	18,9	16,54	19,1	22,79	36,05	30,8
RAD/MRG/PRG	5,75	4,95			1,72	2,16	1,48	0,8
DVG	5,12	2,47		0,74	0,41	1,37	0,7	1,2
Verts								
Total Gauche	45,24	41,72	41,41	37,3	42,64	46,93	54,36	42,5
Ext Gauche		2,02	2,21	3,96	3,2	3,27	1,22	1,5

3. La gauche à l'élection présidentielle sous la Ve République

	1965	1969	1974	1981	1988	1995	2002
PCF		21,27		15,35	6,76	8,6	3,37
PS	31,72	5,01	43,25	25,85	34,09	23,3	16,18
MRG/PRG				2,21			2,32
DVG							
Verts			0,75		3,78	3,3	5,25
Ext Gauche		4,67	2,7	3,41	4,38	5,3	10,44
Gauche (second tour)	44,8		49,19	51,76	54,02	47,36	

4. L'évolution du rapport gauche/droite depuis 1958

(élections législatives - métropole - 1er tour - en %)

Élections	Gauche	Droite	Écart (en points)
23 novembre 1958	43,6	56,4	12,8
18 novembre 1962	43,8	56,2	14,4
5 mars 1967	43,6	56,3	12,7

23 juin 1968	40,5	58,9	18,4
4 mars 1973	45,8	54,2	8,4
12 mars 1978	52,2	47,5	4,7
14 juin 1981	55,6	43,2	12,4
16 mars 1986	45,6	54,6	9,0
5 juin 1988	49,4	50,4	1
21 mars 1993	35,3	57	21,7
25 mai 1997	46,2	51,2	5,0
9 juin 2002	38,8	56,1	17,3
Moyenne 1958-1978	44,9	54,9	10
Moyenne 1981-2002	45,2	52,1	5,6

5. La composition des électorats de chaque candidat au premier tour de l'élection présidentielle (21 avril 2002)

Le tableau se lit ainsi : l'électorat d'Arlette Laguiller est composé à 50% d'hommes et à 50% de femmes ; les 18-24 ans représentent 9% de cet électorat, les 25-34 ans 15%, etc.

	Arlette Laguiller	Olivier Besancenot	Robert Hue	Lionel Jospin	Jean- Pierre Chevènement	Noël Mamère	Jacques Chirac	Jean-Marie Le Pen
	%	%	%	%	%	%	%	%
Sexe								
Homme	50	50	57	45	54	47	49	57
Femme	50	50	43	55	46	53	51	43
Age								
18-24 ans	9	21	2	7	6	19	5	10
25-34 ans	20	22	8	15	10	26	12	15
35-44 ans	25	19	16	19	17	21	13	20
45-64 ans	30	26	32	33	31	24	35	35
65-74 ans	16	3	15	12	13	5	19	13
75 ans et plus	2	7	27	14	22	5	16	8
Profession								
Professions intermédiaires	12	20	10	12	15	18	9	13
Employés	24	18	14	19	11	18	15	18
Ouvriers	27	15	16	9	9	17	11	19
Retraités	18	13	45	32	37	8	35	21
Chômeurs	3	4	2	3	1	3	3	6
Proximité politique								
P.C.	8	11	65	2	7	1	2	2
P.S.	21	18	10	63	17	18	2	4
Les Verts	5	7	0	3	4	47	1	2
Droite	8	4	1	2	13	2	63	17
Front National/MNR.	0	2	0	0	1	0	1	37